

COMMUNIQUE DE PRESSE – 12 octobre 2017

Des centaines d'étudiants en médecine empêchés de poursuivre leur formation

Suite au passage de la durée des études en médecine de 7 à 6 ans, 2 promotions seront diplômées en juin 2018 : la dernière promotion en 7 ans et la première en 6 ans. La dite double cohorte. Ce n'est pas une surprise, les problèmes sont nombreux et pourtant rien ne bouge!

Cette situation est connue depuis au moins 6 ans mais, comme à son habitude, l'action politique tarde à se manifester. Comme toujours, les mots tentent de cacher l'inaction. Comme à leur habitude, les dernières promotions de médecine entament leur année dans le flou et l'incertitude totale quant à leur avenir une fois à l'extérieur des auditoriums des universités, et ce malgré une interpellation du monde politique depuis plusieurs mois par les différentes facultés de médecine du pays.

Quel est donc le problème ?

En 2015, le Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes prévoyait un déficit de places de stages de l'ordre de 30 % en Flandre et 38 % en Fédération Wallonie-Bruxelles¹. Outre le manque de place de stage, cet afflux étudiant de la double cohorte pose deux autres problèmes : manque de maîtres de stage pour parfaire la formation des candidats spécialistes et généralistes et manque de moyens financiers pour payer ces nouveaux médecins.

Ainsi, plusieurs centaines d'étudiants seront dans l'impossibilité de poursuivre leur formation, que ce soit en médecine générale, ou dans une autre spécialité. Dans un contexte où de nombreuses spécialités s'enfoncent dans des pénuries, une telle situation n'est pas acceptable. Et il n'est bien évidemment point besoin de rappeler que ces problèmes sont connus depuis au moins 6 ans !

Une décision de diminuer de 6 mois la formation en médecine générale a été récemment avancée. La médecine générale est une spécialité à part entière, pour laquelle nous n'acceptons pas un rabais de la qualité. Il est essentiel de conserver la qualité des futurs praticiens malgré les difficultés budgétaires. Il en va du bien de la santé publique ainsi que de celle des patients qui consulteront un jour leur médecin généraliste.

Existe-t-il des solutions ?

Plusieurs pistes de solutions existent. Elles sont aussi bien formulées par le Conseil Supérieur des médecins généralistes et spécialistes que par les Doyens des Facultés de médecine. Nous pouvons citer : mise en place de services satellites, promotions de filières de recherche, promotion de spécialités ne nécessitant pas de numéros INAMI, augmentation de médecins se dirigeant vers la médecine générale, augmentation des accords avec nos pays voisins...

Récemment, une nouvelle rencontre entre les étudiants et le cabinet de Mme De Block n'a pas été capable de donner une réponse claire à nos inquiétudes. Des pistes intéressantes en

matière de gestion de ces différents stages existent et sont à examiner. Toutefois, le problème principal, c'est-à-dire le financement, tarde à trouver une issue favorable. Aussi, s'il est coutumier de voir la parole politique non suivie d'actes, le manque d'action concrète des responsables politiques francophones sur ce dossier devient extrêmement inquiétant. Monsieur Demotte, votre silence est-il le fait d'une non prise en charge de votre part dans le dossier ?

Que revendiquons-nous ?

Face à toutes ces pistes de solutions, nous revendiquons :

- Une augmentation des places de formation et un maintien de sa qualité
- Une place d'assistantat pour chaque diplômé en 2018
- Une révision des critères de maîtres de stage
- Le maintien de la formation de médecine générale en 3 ans
- Une augmentation des bourses de recherche
- Un financement suffisant des hôpitaux et de tous les lieux de stage à hauteur de leurs besoins
-

C'est avec force et détermination que nous défendrons ces revendications. Nous refusons de subir les conséquences d'une gestion politique fédérale et communautaire inadaptée qui perdurent depuis maintenant trop longtemps. C'est pourquoi, nous invitons les associations étudiantes, les Doyens et Recteurs du Nord et Sud du pays, et toute personne soucieuse de notre avenir et de celle des soins de santé à nous joindre le vendredi 20 octobre pour une action devant le bureau de Mme De Block.

Signataires :

Vicron Micklelet (pour le Bureau des Etudiant.e.s Administrateurs.trices de l'ULB)

Florence Devuyt (pour le Bureau Etudiant de la Faculté de Médecine de l'ULB)

Santiago Dierckx (pour l'Assemblée Générale des Etudiant.e.s de Louvain)

Nicolas Pierre (pour l'Assemblée Générale des Etudiant.e.s Wolluwé)

Laurent Radermecker (pour la Fédération des étudiants de l'ULg)

Maxime Mori (pour la Fédération des étudiant.e.s francophones)

Giovanni Briganti et Quentin Lamelyn (pour le Comité interuniversitaire des étudiants en médecine)